



AMBITIEUX POUR L'ECOLE :

Manifestons tous le 19 mars 2011.

L'ÉDUCATION N'EST PLUS UNE AMBITION POUR CE GOUVERNEMENT

La suppression de près de 80 000 emplois dans le service public d'éducation ces cinq dernières années met en difficulté écoles et établissements. Elle dégrade de façon systématique les conditions d'accueil, de formation et de qualification des élèves, et détériore les conditions de travail de l'ensemble des personnels.

Depuis plusieurs années, au nom du déficit budgétaire, ce sont des considérations comptables qui déterminent les lignes politiques du gouvernement à la place de la prise en compte des besoins sociaux de la population. Plutôt que de répondre aux attentes des Français, Sarkozy préfère poursuivre les cadeaux fiscaux aux plus riches (envisageant même de réduire l'ISF) et la facturation de la crise aux classes les plus modestes. La loi de finance adoptée le 20 décembre dernier, qui taille encore dans le vif en réduisant les budgets et les emplois dans la quasi-totalité des secteurs publics, ne fera qu'aggraver la situation.

NE NOUS LEURRONS PAS...

Derrière cette prétendue maîtrise de la dépense publique, il s'agit bien d'une question idéologique : le gouvernement veut réduire, voire détruire, l'emploi public. Le service public d'éducation nationale n'échappe pas à cette règle.

Sarkozy a d'ailleurs réaffirmé récemment qu'il y avait trop d'enseignants en France et qu'il fallait privilégier la qualité à la quantité malgré le démenti de ses propres services : « **Notre pays est celui qui possède le plus faible nombre de professeurs par élève parmi les 34 membres de l'OCDE** », avec un faible taux d'encadrement notamment dans le primaire et le supérieur (note du Centre d'Analyse Stratégique).

L'Enseignement Scolaire et Supérieur, la Recherche ont payé plus que leur part à la politique de non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite : entre 2003 et 2008, elles contribuent pour les deux tiers aux départs à la retraite des fonctionnaires des ministères civils. Le taux de remplacement des personnels titulaires de l'éducation nationale et de la recherche est passé de 110 % en 2003 à 63 % en 2008 (de 122 % à 71 % pour les personnels enseignants de ces ministères).

POURTANT, À LA RENTRÉE 2011, 16 000 POSTES VONT ÊTRE SUPPRIMÉS DANS L'ÉDUCATION NATIONALE ...

Le service public d'éducation, cible de la chasse budgétaire, est tiré vers le bas. À la rentrée 2011, ce seront 16 000 postes supplémentaires qui seront supprimés malgré l'augmentation des effectifs d'élèves. Cela contribuera à la poursuite de la dégradation des conditions de travail et d'étude.

Dans tous les niveaux d'enseignement sont touchés, tous les personnels sont concernés. Les conséquences auront des effets immédiats, ce sont les académies qui finaliseront le travail de coupe, en utilisant des « leviers d'action » tels que la taille des classes dans les écoles qui ne relèvent pas de l'éducation prioritaire, la scolarisation des enfants de deux et trois ans, le dispositif de remplacement des enseignants absents... au risque de développer un enseignement scolaire qui ne réponde plus à l'ensemble de la population. Si certains établissements sont « épargnés » cette année, les suppressions déjà prévues pour 2012 ne leur laisseront pas ce statut de « privilégiés ».

Ainsi, le gouvernement fait le choix de la régression par la destruction de l'emploi, mais aussi la suppression de la formation initiale des personnels enseignants entraînant démissions et effondrement du recrutement.

Ajouté à la transformation des cursus - Bac pro en 3 ans, réforme du lycée, réforme de la voie technologique industrielle – sous couvert d'égalité des filières, etc.- tout cela se traduit par le renforcement des inégalités entre les territoires, les établissements, les élèves comme le confirment l'enquête PISA.

TOUS DANS LA MOBILISATION LE 19 MARS 2011

MANIFESTATION à AIX EN PROVENCE, 11h au rectorat
Bus au départ de Toulon et de Draguignan :
départ 9h30 ; retour 15h30